

# L'American Studies Association vote pour le boycott universitaire

Communiqué du Conseil national de l'ASA :

Les membres de l'ASA votent pour le boycott universitaire d'Israël

American Studies Association 16 décembre 2013

Les membres de l'ASA (Association des Études américaines) ont approuvé la participation de l'Association au boycott des institutions universitaires israéliennes. Lors d'une élection qui a attiré 1252 votants, le plus grand nombre de participants dans l'histoire de l'organisation, 66,05 % de ces votants ont appuyé la résolution du CN de l'ASA, 30,5 % ont voté non et 3,43 % se sont abstenus. L'élection faisait suite à l'annonce du Conseil national de l'ASA du 4 décembre, selon laquelle il soutenait le boycott universitaire et, dans une action sans précédent pour assurer un processus démocratique, il a sollicité l'approbation de ses membres. Vous pouvez consulter le site ASA pour prendre connaissance des pièces justificatives.

([http://www.theasa.net/from\\_the\\_editors/item/council\\_statement\\_on\\_the\\_academic\\_boycott\\_of\\_israel\\_resolution/](http://www.theasa.net/from_the_editors/item/council_statement_on_the_academic_boycott_of_israel_resolution/))

Il y a un an, le Comité exécutif de l'ASA était invité à examiner une résolution émanant du Caucus (comité à huis clos) pour l'activité académique et communautaire de l'Association. Le CE avait alors transmis la résolution au Conseil national qui, après une longue période de délibérations approfondies, a voté à l'unanimité pour qu'un avant-projet de la résolution révisée soit rédigé et qu'il soit recommandé aux membres de l'accepter.

La résolution exprime une solidarité avec les universitaires et les étudiants privés de leur liberté universitaire et aspire à élargir cette liberté à tous, y compris aux Palestiniens. L'approbation de l'ASA du boycott universitaire trouve sa source dans le contexte de l'armée des États-Unis et dans un autre soutien à Israël ; dans la violation par Israël du droit international et des résolutions des Nations-Unies ; dans l'impact documenté de l'occupation israélienne sur les universitaires et étudiants palestiniens ; dans le niveau auquel les institutions israéliennes de l'enseignement supérieur sont partie prenante de la politique de l'État qui viole les droits humains ; et enfin, dans le soutien qu'elle a reçu d'une majorité des membres de l'ASA.

Le Conseil national a retenu et abordé les questions et préoccupations de ses membres au cours du processus. Durant la discussion ouverte lors de la récente convention, les membres nous ont demandé d'élaborer une résolution propre à l'ASA en particulier, et la résolution définitive du Conseil a reconnu que les États-Unis jouaient un rôle important pour que soit possible l'occupation israélienne de la Palestine. Les membres ont demandé des précisions sur la façon dont la résolution affecterait la possibilité pour des membres de l'ASA de s'engager avec leurs homologues en Israël, et donc le Conseil a développé les grandes lignes spécifiant qu'une collaboration en matière de recherches et publications avec les universitaires, à titre individuel, n'était pas visée par le boycott soutenu par l'ASA. Les membres nous ont demandé de réfléchir attentivement et de prendre en considération diverses opinions, et le Conseil en a délibéré pendant huit jours. Les membres nous ont demandé de créer des espaces de débats, et le Conseil a créé une page Facebook active. Enfin, les membres ont demandé au Conseil national de mettre la résolution au vote, et le Conseil les a écoutés.

Le Conseil national de l'ASA remercie toutes celles et ceux qui ont pris au sérieux les débats et les discussions sur la

résolution. En tant qu'association la plus ancienne et la plus importante de la nation dévouée à l'étude interdisciplinaire de la culture et de l'histoire américaines, sa mission intègre l'étude et la discussion actuelles sur les questions urgentes auxquelles sont confrontés les États-Unis et le monde. Dans le cadre de ce processus et fidèles à l'engagement de l'ASA pour la liberté universitaire, nous sommes donc heureux d'annoncer notre intention de faire venir des universitaires israéliens et palestiniens à la Convention nationale de 2014 à Los Angeles.

Dans le même temps, nous sommes impatients de poursuivre les autres tâches de l'Association telle qu'une aide accrue à la venue d'étudiants diplômés à la conférence. Plus important encore, nous projetons de prendre un responsable permanent supplémentaire qui sera basé à DuPont Circle (quartier de Washington DC) et qui aura à organiser un groupe de travail commun avec les membres du Comité des départements, programmes et centres, afin d'apporter un soutien aux programmes en cours ou d'expérimenter d'autres défis.

Cordialement,

Le Conseil national de l'ASA

---

## Les appuis

**Eric Cheyfitz**, Ernest 1. Professeur des Études américaines et ès lettres, université de Cornell

Bureau : 607-255-3546

Email: etc7@cornell.edu

« Je suis juif avec une fille et trois petits-enfants citoyens d'Israël. Je suis un spécialiste dans l'étude des Indiens et des autochtones d'Amérique qui s'est exprimé et a agi contre le colonialisme de peuplement partout où il existe, évidemment

y compris en Cisjordanie palestinienne, à Gaza et à Jérusalem-Est. Il faut noter à cet égard que tout comme le mythe de l'exceptionnalisme américain cherche à gommer le génocide et le colonialisme de peuplement qui se poursuit contre les peuples autochtones ici aux États-Unis, le mythe de l'exceptionnalisme israélien cherche à gommer le colonialisme israélien en Palestine et à revendiquer des droits originels sur la terre palestinienne. C'est en partant de ces positions personnelles et professionnelles que j'applaudis à la décision du Conseil national de soutenir le boycott universitaire d'Israël que je soutiens, et que j'exhorte les membres de l'ASA à affirmer ce soutien par leurs votes. »

**Angela Y. Davis, professeure distinguée émérite, université de Californie, Santa Cruz**

Bureau : 831-459-5332 , 831-459-1924

Email : aydavis@ucsc.edu

« Les similitudes entre les pratiques historiques de Jim Crow et les régimes contemporains de ségrégation en Palestine occupée font de cette résolution un impératif éthique pour l'ASA. Si nous avons appris la leçon la plus importante dispensée par le Dr Martin Luther King – que la justice est toujours indivisible -, il doit être clair qu'un mouvement de masse en solidarité avec la liberté palestinienne aurait déjà dû être lancé. »

**Ashley Dawson, professeur, Collège de Staten Island, rédacteur en chef du journal de la Liberté universitaire de l'AAUP**

Bureau : 718.982.3673

Email : Ashley.Dawson @ csi.cuny.edu

« Je suis favorable au boycott. En tant que natif d'Afrique du Sud pendant les jours les plus sombres de l'apartheid, je ne peux tout simplement pas adhérer à une notion abstraite de la liberté universitaire qui ignore les inégalités matérielles structurant les droits des peuples à s'exprimer et à être

entendus. Comme Robin D. G. Kelley et Erica Lorraine Williams nous le rappellent dans leur commémoration éloquente de Nelson Mandela, la politique coloniale de peuplement d'Israël a créé des conditions pour les Palestiniens comparables à celles infligées par le régime d'apartheid dans ma patrie. Ces conditions affectent en plein la liberté universitaire ainsi que la qualité de vie des intellectuels palestiniens ». Extrait de la déclaration de clôture de l'éditeur, Journal de la Liberté universitaire de l'AAUP, 2013.

**Robin D.G. Kelley, Gary B. Nash**, professeur de l'Histoire américaine, université de Californie, Los Angeles

Bureau : 310-825-3469

rdkelley@history.ucla.edu

« La résolution de l'ASA soutenant un boycott des institutions universitaires israéliennes a été présentée à tort comme une agression contre la liberté universitaire. Au contraire, elle est l'un des actes positifs les plus importants qu'une organisation scientifique ait proposé pour défendre la liberté universitaire depuis le mouvement anti-apartheid. Les étudiants et enseignants palestiniens sous l'occupation ne jouissent d'aucune la liberté universitaire, à plus forte raison de toute la gamme des droits humains fondamentaux. Même des critiques de la Résolution reconnaissent cette réalité et sont prompts à proclamer leur préoccupation sur l'occupation israélienne et la situation désespérée des Palestiniens. Cependant, ils prétendent que le boycott, en retour, sanctionnerait injustement les universitaires israéliens. Mais en vérité, ces universitaires israéliens souffrent aussi sous l'actuel statut quo. Ils sont privés d'une relation authentique de collaboration avec les intellectuels des territoires occupés et Gaza, et les intellectuels israéliens qui critiquent la politique du régime – le plus connu étant l'historien Ilan Pappé – ont été harcelés, censurés, et dans certains cas, contraints à l'exil. Tout comme le boycott

universitaire de l'Afrique du Sud de l'époque de l'apartheid, le sens de la résolution est de faire pression sur les institutions universitaires et sur l'État, complices de la politique d'occupation, de dépossession, et de ségrégation, pour qu'ils se conforment au droit international et rendent la liberté universitaire possible. Les leçons de l'Afrique du Sud sont très claires : le boycott a obligé les universitaires qui manquaient de vigilance à repenser leur relation personnelle et institutionnelle avec l'apartheid, à se parler entre eux au-delà de la frontière de la couleur, à mieux comprendre que leur propre travail est lié à la justice sociale. Si elle est adoptée, la Résolution de l'ASA créera les conditions pour un véritable échange intellectuel, exempt de l'impératif politique de l'État visant à légitimer l'occupation, des conditions fondées sur une politique d'inclusion, de justice et d'égalité. »

**David Lloyd**, professeur émérite d'anglais, université de Californie, Riverside  
Bureau : (951) 827-5301  
Email : david.lloyd @ ucr.edu

« Sur la signification de cette position pour la justice pour les Palestiniens :

« La résolution que l'ASA a approuvée répond à l'appel pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions lancé par la grande majorité des organisations de la société civile palestinienne. Elle indique que l'ASA reconnaît que dans tout acte de solidarité mondiale, nous devons suivre l'initiative de ceux qui sont opprimés, comme la société civile américaine a suivi celle de l'ANC en s'opposant à l'apartheid sud-africain. L'ASA est fière d'être la deuxième organisation universitaire des États-Unis à adopter une telle résolution et estime qu'en faisant ainsi, elle fait avancer de façon importante la prise de conscience que, pas moins que tout autre groupe, les universitaires et étudiants palestiniens ont

totallement le droit de jouir des droits fondamentaux des libertés, universitaire et autres, universellement reconnues.

« Sur l'accusation d'antisémitisme et que le boycott viole la liberté universitaire (en fait, je pense qu'il s'agit fondamentalement de la même accusation) :

« Le boycott cible les institutions, non les universitaires dans leur personne. Il laisse les personnes libres de profiter des avantages de la liberté universitaire, quelles que soient leur nationalité, ethnie ou religion, et il cherche à étendre ces avantages à tous les universitaires, sans condition. Le boycott étend ainsi la liberté universitaire aux universitaires palestiniens sans renier celle des universitaires juifs, israéliens ou autres. Il cible les institutions sur la base de ce qu'elles font, pas de qui elles sont : il ne les cible pas parce qu'elles sont juifs ou israéliennes, mais en raison de leur complicité dans les violations systématiques et continuelles des droits de l'homme et du droit international par Israël. Ce sont des pratiques, et par conséquent elles sont susceptibles de cesser ou de se modifier. Ce qui serait véritablement antisémite, ce serait d'accepter que tous les juifs soient de facto identifiés avec un seul État et sa politique.

« Sur l'allégation que les américanistes n'ont aucun intérêt en Israël/Palestine :

« Par définition, l'étude de l'Amérique inclut tant l'étude de son propre passé colonial et impérial que l'étude de ses relations internationales. Aucun État n'a plus profité ces dernières décennies de l'aide matérielle et politique des États-Unis qu'Israël, et peut-être qu'aucun peuple n'a été plus affecté sans interruption par les intérêts des États-Unis dans le monde que les Palestiniens. La relation de l'Amérique avec Israël/Palestine est donc non seulement un sujet pertinent mais encore urgent d'analyses pour les Études américaines. La résolution de boycott est fidèle à un

engagement éthique de longue date de l'Association pour traduire des analyses en actions moralement éclairées (allant de la condamnation de la guerre en Iraq au soutien des travailleurs de l'hôtellerie).

« Sur l'allégation que les organisations universitaires n'ont pas à prendre des positions politiques :

« Les membres de l'ASA ont appris et enseigné que chaque avancée substantielle vers une liberté véritable et matérielle pour un peuple victime de racisme, de colonisation et de discrimination, s'est produite grâce à analyse intellectuelle trouvant son expression dans la pratique et dans l'alliance avec les mouvements sociaux qui militent pour la justice. Pas plus que la liberté politique, la liberté universitaire n'est la propriété privée du privilégié. Elle n'a de sens que si elle se traduit dans les actes et seulement si nous ne craignons pas de traduire notre compréhension en action collective pour la justice. Le boycott est, fondamentalement, fidèle à ces principes et par conséquent à ceux qui guident l'ASA. »

**Lisa Lowe**, Professeure, université de Tufts

« La pratique collective d'une non-coopération avec des institutions a une histoire internationale longue et notable, et la résolution de l'ASA sur le boycott universitaire d'Israël se situe en plein dans cette tradition. En outre, elle est un mode d'engagement à la fois pour l'opinion américaine et pour l'opinion israélienne afin de discuter, délibérer et s'affronter avec responsabilité et complicité sur les conditions actuelles subies par le peuple palestinien dans les territoires occupés. En mettant la résolution au vote maintenant, l'ASA exprime l'opinion qu'il n'est plus possible pour les universitaires de conscience de rester passifs. Le vote sur la résolution nous demande de compter avec notre implication dans le traitement injuste fait à ce peuple, et à de nombreuses personnes, dépossédées et déshumanisées par



l'occupation militaire. »

**Alex Lubin**, professeur agrégé d'Études américaines, université américaine de Beyrouth et en congé de l'université du Nouveau-Mexique

Emails ; All1@aub.edu.lb1 ; alubin@unm.edu

Skype : abqalex

« La liberté universitaire signifie très peu quand elle s'exerce dans un contexte de ségrégation et d'apartheid. Le changement est venu dans le Jim Crow South non par le dialogue universitaire, mais par la manifestation et, dans certains cas, par les boycotts des institutions qui favorisaient la ségrégation. Le changement est venu dans le système d'apartheid d'Afrique du Sud non par le dialogue universitaire, mais pas la manifestation, la résistance, et un boycott international. Ceux d'entre nous qui apprécient la liberté universitaire doivent toujours lutter pour s'assurer que le monde environnant le milieu universitaire offre les droits humains fondamentaux qui permettent la vie universitaire. » Publié dans la Nation, 13 décembre 2013.

« La résolution de boycott est destinée à résoudre un cas profond de discrimination contre les Palestiniens et elle est fidèle à l'approbation antérieure de l'ASA pour des positions antiracistes en d'autres domaines. La résolution ne cible ni les Israéliens ni les juifs ni aucun individu ; en fait, le soutien de l'ASA au boycott affirme son opposition à toutes formes de discrimination raciale, notamment, mais sans s'y limiter, à l'antisémitisme et à l'islamophobie.

« Le boycott cible les institutions de l'État israélien qui violent la liberté universitaire palestinienne. La résolution, manifestement, n'empiète aucunement sur les libertés universitaires ou autres des personnes. Les universitaires israéliens et palestiniens ne seront pas seulement les

bienvenus à la prochaine conférence de l'ASA, ils seront aussi recrutés. De sorte qu'il sera clair dans ses paroles et dans ses actes que si l'ASA demande à ses membres de ne pas aller rencontrer ni d'établir des liens institutionnels avec les institutions israéliennes, le boycott n'est pas dirigé contre les personnes.

« Cela a été un moment de clarification pour l'Association des études américaines ; en effet, c'est un exemple profond de ce que l'universitaire des Études américaines, Gene Wise, appelait autrefois un « drame paradigme ». Des membres anciens de l'ASA et d'autres plus nouveaux, des étudiants diplômés et des enseignants émérites ont pu se trouver des deux côtés de cette question. Si je suis, moi, convaincu que l'ASA a pris une bonne décision en soutenant la résolution de boycott, je reconnais que de nombreux collègues sont en désaccord. En aucun cas, le vote de cette résolution exclut ou marginalise les membres de l'ASA qui s'y opposent. Avec la résolution de boycott, il ne s'agit pas de couper des liens intellectuels ou de clore une conversation ; il s'agit d'étendre la liberté universitaire et de rendre possible la liberté d'expression. »

**David Palumbo Liu**, professeure Louise Hewitt Nixon, université de Stanford

Bureau : 650 725 4915

Email : [palumbo-liu@stanford.edu](mailto:palumbo-liu@stanford.edu)

« Les personnes qui croient véritablement en la liberté universitaire se rendront compte qu'en manifestant contre le refus flagrant et systémique de la liberté universitaire aux Palestiniens, associé aux privations matérielles à une échelle stupéfiante, va bien au-delà des soucis que nous, en Occident, pouvons avoir sur nos propres libertés universitaires plutôt privilégiées.

« Il n'y a aucune restriction d'aucune sorte à la liberté

universitaire des personnes – il s'agit d'un boycott par une organisation universitaire contre les institutions universitaires en Israël. Les membres de l'ASA, à titre individuel, doivent suivre leur conscience ; les universitaires israéliens comme palestiniens sont invités à participer aux événements de l'ASA. »

**Fred Moten**, professeur, université de Californie, Riverside

Téléphone: (951) 827-5301

Email : Frederick.moten @ ucr.edu

« Si, par liberté universitaire, nous entendons l'exercice et l'échange sans entrave de l'expression, de la pensée et de la recherche par tout membre de la communauté universitaire mondiale, dont les Israéliens et les Palestiniens, alors le soutien de l'ASA à l'appel au boycott et sanctions des institutions universitaires israéliennes, complices dans l'administration de l'occupation illégale des terres palestiniennes, est une avancée importante dans notre affirmation et la protection de cette liberté. La responsabilité des intellectuels ne consiste pas seulement à exercer la liberté universitaire, mais aussi à théoriser et à travailler pour la promulgation des conditions qui la rendent possible, constructive et universelle. La pensée est irréductiblement sociale, irréductiblement publique, irréductiblement humaine. Quand nous accédons cyniquement à l'exclusion de tant de conditions qui aident à son libre exercice, nous violons notre propre engagement à nous acquitter de ses responsabilités. L'histoire mondiale du colonialisme de peuplement est l'histoire de l'administration d'une telle exclusion. Ceux d'entre nous qui étudient l'histoire et la culture des États-Unis d'Amérique savent que ceux-ci ont joué, et continuent de jouer, un rôle majeur dans cette histoire tragique et violente, tant à l'intérieur de nos propres frontières que partout où ils cherchent à étendre, consolider et instrumentaliser leur puissance. En approuvant

l'appel au boycott, lancé au départ par la société civile palestinienne mais répercuté de plus en plus par des militants et intellectuels israéliens préoccupés par la viabilité morale et politique de leur pays, nous reconnaissons qu'être un ami de l'État d'Israël et exiger le droit du peuple juif à vivre et prospérer dans un monde juste sont deux choses totalement différentes. Il n'y a, et il ne peut y avoir, aucun monde de cette sorte en l'absence du droit de vivre et de prospérer des Palestiniens eux-mêmes. La description par les intellectuels israéliens Adi Ophir et Ariella Azoulay de l'occupation et de son administration comme d'une pratique d'exclusion d'incorporation est non seulement juste concernant la politique israélienne mais encore la politique américaine. Mon soutien à la position de l'ASA est animé par l'espoir que cette approbation revigore notre capacité à penser, parler et agir contre les structures et les conséquences de l'exclusion d'incorporation qui façonnent et définissent méchamment le monde moderne.

**Barbara Ransby**, professeure, université de l'Illinois à Chicago

Téléphone: 312-996-2961

Email : bransby@uic.edu

« Les organisations professionnelles et les universitaires à titre individuel n'ont pas seulement le droit mais l'obligation de dénoncer ce que nous considérons être des pratiques contraires à la morale par nos institutions et le monde universitaire en général. En outre, ce serait une violation grossière de la liberté universitaire que de punir tout professeur pour avoir exprimé, à titre personnel, son point de vue ou son analyse critique sur une question controversée. Durant l'ère McCarthy, les intellectuels ont été persécutés et mis à l'index pour leur opinion de gauche. Dans le Jim Crow South, des membres du corps enseignant universitaire ont perdu leur emploi pour avoir soutenu le Mouvement des droits civiques et s'être opposés au racisme et

à la ségrégation. La censure et l'intimidation politique étaient une faute à l'époque, et elles sont une faute maintenant. Aujourd'hui, de nombreux universitaires, après beaucoup de lectures, recherches, débats et délibérations, ont décidé de soutenir le BDS en tant que réponse non violente au traitement injuste contre nos collègues et homologues, étudiants et autres, vivant sous l'occupation israélienne en Palestine. J'applaudis et je soutiens l'approbation de l'Association des Études américaines dans sa position morale sur cette question, une question qui, en dernière analyse, ne concerne pas principalement les juifs ou les Palestiniens, mais la justice. »

**John Carlos Rowe**, professeur à l'université de la Californie du Sud

Téléphone: (213) 821-5594

E -mail : johnrowe@email.usc.edu

« Je suis conscient que c'est une résolution controversée, mais elle est fidèle à notre histoire militante. Elle n'est pas dirigée contre des citoyens et des universitaires en tant que personnes en Israël, mais contre des institutions universitaires qui, à maintes reprises, ont démontré leur complicité avec la politique de l'État visant à discriminer le peuple palestinien. Lors des manifestations contre la guerre au Vietnam, nous avons tenté et, dans certains cas, avons réussi, à fermer des facultés et des universités américaines parce qu'elles prenaient part au complexe militaro-industriel. Cette résolution agit de la même manière. Durant la campagne de désinvestissements pour empêcher que les fonds de retraite (et autres) soient investis dans des sociétés faisant des affaires avec l'Afrique du Sud de l'apartheid, nous avons reconnu l'importance de ce qui fut appelé à l'époque « l'action symbolique ». (Vraiment, les désinvestissements ont eu des conséquences économiques réelles sur l'Afrique du Sud). Cette résolution agit de la même manière. »

**Neferti X. M. Tadiar**, professeure, Barnard College

Contact par email uniquement: [nxtadiar @ gmail](mailto:nxtadiar@gmail.com)

« Le soutien massif à cette résolution annonce une nouvelle ère de la solidarité antiraciste, anticoloniale. Elle indique que les Études américaines n'ont pas peur de contester certains des fondements les plus sacrés de l'empire mondial, notamment l'impératif de respecter des libertés formelles, quelles que soient la dépossession et la violence dont peuvent dépendre ces libertés. Il est évident que le vote de la résolution a déjà généré un certain niveau d'interrogations, d'engagement et d'échanges intellectuels, ce qui est revigorant non seulement pour le champ universitaire mais aussi pour les arènes plus larges du débat public et de l'action politique. »

**Robert Guerrier**, professeur, université de l'Illinois à Urbana-Champaign

Bureau : (217) 265-9870

Email : [rwarrrior@illinois.edu](mailto:rwarrrior@illinois.edu)

« Cette résolution permet la clarté de l'équilibre qu'Edward Said, qui fut l'un de mes professeurs lors de mes études supérieures, présentait au carrefour de l'érudition et de l'impérialisme. Je suis fier que les dirigeants de notre Association n'aient pas seulement approuvé l'appel palestinien au boycott universitaire et culturel, mais qu'ils aient aussi fait avancer notre compréhension sur la façon d'agir, avec un processus long, clair et démocratique qui a invité à une participation large et active. »

---

Suivez l'Association des études américaines sur Facebook : <https://www.facebook.com/americanstudiesassoc>

Publié le 16 Décembre 2013, par ASASTAFF : <http://www.theasa.net/member/4739/>

PACBI (Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël) :

<http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=2302>

traduction : JPP pour BDS FRANCE

<http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=2302#.Uq8ZJ6ZMV8A.facebook>  
ok

Et cet article de France 24 publié avant le vote positif:

« L'un des principaux syndicats américains de chercheurs et d'enseignants appelle ses membres à voter en faveur d'un boycott académique d'Israël. Une initiative sans précédent qui divise profondément le monde académique américain »